

Art. 14. Alleen de voorzitter en de ondervoorzitter mogen zich in naam van de Raad uitspreken, en op basis van de beslissingen genomen door de Raad.

Art. 15. § 1. Het uitvoerend bureau kan aan de Raad voorstellen om t.o.v. een lid de beslissing aan te nemen bedoeld in artikel 2, 13°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, na het betrokken lid gehoord te hebben.

§ 2. De beslissing wordt aangenomen bij een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden.

§ 3. Het betrokken lid van de Raad heeft de mogelijkheid om een beroep in te dienen tegen deze beslissing door een schrijven te richten aan de Dienst binnen een termijn van maximum 15 werkdagen.

Art. 16. Het jaarlijks activiteitenverslag van de Raad wordt ter inzage gelegd via het internetportaal "Bien-être animal du Service public de Wallonie" (Dierenwelzijn van de Waalse Overheidsdienst).

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor Dierenwelzijn) ingesteld bij het decreet van 4 januari 2018 betreffende het Waalse Dierenwelzijnwetboek.

Namen, 10 december 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200063]

18 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à la police de circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, article 23;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, article 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020;

Vu le rapport du 3 août 2020 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'urgence motivée par la nécessaire possibilité de reprise de la formation théorique au moyen du système de vidéo-conférence afin de donner suite aux nombreuses demandes des citoyens et de travailler, dès à présent, sur un désengorgement des plannings dans le cadre de la partie théorique;

Vu l'avis 68.420/4 du Conseil d'Etat, donné le 10/12/2020 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 prévoyait, dans sa version initiale, que les validités de documents et délais relatifs aux examens du permis de conduire expirant entre le 16 mars 2020 et le 29 septembre 2020 tous deux inclus sont prolongés jusqu'au 30 septembre 2020 dans le but de laisser à leur titulaire le temps requis pour réaliser leurs démarches après la fin de la situation de confinement;

Que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2020 a modifié cet arrêté afin de porter la prolongation du 30 septembre 2020 au 31 mai 2021, compte tenu de l'engorgement des plannings dans les centres d'examen et écoles de conduite;

Considérant le projet d'arrêté royal modifiant certaines mesures relatives au permis de conduire par rapport à la crise à propos de COVID-19 prévoyant la prolongation de la validité des permis de conduire provisoires jusqu'au 30 septembre 2021;

Que l'autorité fédérale explique cette nouvelle prolongation par le fait que le virus SARS-CoV-2 est à nouveau fortement en circulation en Belgique et que l'on peut fort raisonnablement estimer à l'heure actuelle que la situation ne sera pas résolue à la fin de cette année 2020;

Que ne pas prendre d'arrêté royal pour prolonger le permis de conduire provisoire amènera, d'une part, l'afflux impressionnant de gens se rendant à leur administration communale pour obtenir des renseignements et, d'autre part, à un afflux impressionnant auprès des écoles de conduite de gens désireux de suivre 6h de conduite de cours pour pouvoir passer leur examen pratique ou obtenir un permis de conduire provisoire M12;

Considérant que les autres Régions ont indiqué leur volonté à s'aligner sur cette date pour les documents et délais relevant des compétences régionales;

Considérant la nouvelle situation de suspension d'activités des écoles de conduite et centres d'examen suivant les arrêtés ministériels du 1^{er} et 28 novembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

Que lors de la réouverture, les écoles de conduite et centres d'examen, déjà engorgés, se trouveront face à une demande accrue de la part des citoyens;

Considérant que la prolongation des validités et délais des documents liés aux examens du permis de conduire passant du 31 mai 2021 au 30 septembre 2021 permettra aux centres d'examens, lors de la reprise des activités, de mieux répartir les passages des examens des candidats qui sont titulaires de ces documents, et donc de diminuer le nombre de candidats devant passer l'examen par jour et par heure;

Qu'il y a lieu de penser qu'à l'heure actuelle, la date du 30 septembre 2021 fournit un délai suffisant pour que la situation redevienne normale tant au niveau sanitaire qu'au niveau des écoles de conduite et centres d'examen;

Considérant, en outre, l'importance de s'aligner avec les régions et le pouvoir fédéral afin de conduire à une cohérence en la matière sur l'ensemble du territoire;

Considérant que l'article 2 du règlement (UE) 2020/698 du parlement européen et du conseil du 25 mai 2020 établissant des mesures spécifiques et temporaires dans le contexte de la propagation de la COVID-19 relatives au renouvellement ou à la prolongation de certains certificats, licences et agréments et au report de certaines vérifications périodiques et formations continues dans certains domaines de la législation en matière de transport prolonge les délais et échéances prévus par l'article 8, paragraphes 2 et 3 la Directive 2003/59/CE;

Que, sur cette base, les délais de réalisation des formations continues par les titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) expirant entre le 1^{er} février 2020 et le 31 août 2020 sont réputés prolongés pour une période de sept mois;

Qu'une nouvelle prolongation à cet effet devrait également être prévue, par Règlement, tout prochainement;

Considérant que l'accord multilatéral M 330 du 9 novembre 2020 au titre de la section 1.5.1 de l'ADR concernant les certificats de formation des conducteurs conformément au 8.2.2.8.2 de l'ADR et les certificats de conseiller à la sécurité conformément au 1.8.3.7 de l'ADR prévoit une prolongation jusqu'au 28 février 2021 de tous les certificats de formation pour les conducteurs de véhicules transportant des marchandises dangereuses dont la validité prend fin entre le 1^{er} mars 2020 et le 1^{er} février 2021;

Que cette prolongation est reprise au sein du présent arrêté conformément à cet accord multilatéral;

Sur proposition de la Ministre de la Sécurité routière;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont automatiquement prolongés jusqu'au 30 septembre 2021 inclus, les validités de documents et délais suivants qui expirent entre le 16 mars 2020 et le 29 septembre 2021, tous deux inclus :

1^o la validité de l'attestation de réussite de l'examen théorique visée à l'article 34, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et à l'article 8, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B;

2^o le délai de trois ans durant lequel les heures de cours suivies dans une école de conduite sont prises en considération conformément à l'article 16, alinéa 3, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

3^o le délai d'un an durant lequel la réussite de l'épreuve sur un terrain isolé de la circulation reste valable conformément à l'article 39, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

4^o la validité de l'attestation de réussite du test de perception des risques visée à l'article 25, § 7, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

5^o la validité du certificat d'aptitude du test sur les capacités techniques de conduite, visé à l'article 25, § 6, alinéa 6, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

6^o le délai de trois ans durant lequel la réussite de chacune des parties de l'examen théorique de qualification initiale et de l'examen théorique combiné reste valable conformément à l'article 29, alinéa 4, et à l'article 36, alinéa 6, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

7^o le délai de trois ans durant lequel la réussite de chacune des parties de l'examen pratique de qualification initiale et l'examen pratique combiné reste valable conformément à l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, et à l'article 42, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

8^o la validité de l'examen théorique de qualification initiale visée aux articles 32 et 39 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

9^o l'autorisation de stage visée à l'article 33, § 2, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur;

10^o l'attestation relative à la demande de participation en session spéciale établie conformément à l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant les modèles de certains documents visés à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, et à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Art. 2. La validité des certificats de formation visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 2003 relatif à la formation des conducteurs d'unités de transport transportant par la route des marchandises dangereuses autres que les matières radioactives prenant fin entre le 1^{er} mars 2020 et le 1^{er} février 2021 reste valable jusqu'au 28 février 2021.

Art. 3. Par dérogation à l'article 32, § 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 sur le permis de conduire et à l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D et D+E, l'examen théorique avec assistance d'un interprète peut avoir lieu plus de deux mois après l'inscription et ce, jusqu'au 30 septembre 2021 inclus.

Art. 4. Les véhicules de cours ayant atteint les limites d'âge fixées à l'article 18, § 1^{er}, 1^o, et 2, 1^o, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur depuis le 16 mars 2020 peuvent être utilisés jusqu'au 31 décembre 2021.

Art. 5. Par dérogation à l'article 14, § 1^{er}, deuxième alinéa, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, le total d'au moins 12 heures de formation est suivi sur l'ensemble des deux années 2020 et 2021.

Art. 6. Par dérogation à l'article 21, alinéa 2, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, l'instructeur peut dispenser l'enseignement théorique de la conduite par visio-conférence depuis le local visé dans l'autorisation d'exploiter une unité d'établissement ou tout autre local disposant d'une autorisation spécifique délivrée par le Ministre ou son délégué.

Les modalités de la formation à distance sont fixées par le Ministre suivant un nombre maximum de 20 élèves par séance.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2020 portant des mesures d'urgence en matière de reprise de la formation à la conduite et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de formation à la conduite est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 2020.

Art. 9. La Ministre de la Sécurité routière est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme,
du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200063]

18. DEZEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen Fahrausbildung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 23;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr, Artikel 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 über die Schulung der Führer von Beförderungseinheiten zur Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme radioaktiver Stoffe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen Wiederaufnahme der Fahrausbildung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen Fahrausbildung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020;

Aufgrund des Berichts vom 3. August 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. März 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben für die Angelegenheiten, die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelt werden;

Aufgrund der Dringlichkeit, die durch die notwendige Möglichkeit begründet wird, die theoretische Fahrausbildung mithilfe des Videokonferenzsystems wieder aufzunehmen, um den zahlreichen Forderungen der Bürger stattzugeben und ab sofort an der Entlastung der Zeitpläne im Rahmen des theoretischen Teils zu arbeiten;

Aufgrund des am 10/12/2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.420/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2020 in seiner ursprünglichen Fassung vorsah, dass die sich auf Führerscheinprüfungen beziehenden Gültigkeiten von Dokumenten und Fristen, die zwischen dem 16. März 2020 einschließlich und dem 29. September 2020 einschließlich ablaufen, bis zum 30. September 2020 verlängert werden, um deren Inhaber die nötige Zeit zu geben, ihre Schritte nach dem Ende der Ausgangsperre zu unternehmen;

Dass dieser Erlass durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2020 abgeändert wurde, um die Verlängerung angesichts der Überlastung der Zeitpläne in den Prüfungszentren und Fahrschulen vom 30. September 2020 auf den 31. Mai 2021 zu verschieben;

In Erwägung des Entwurfs eines Königlichen Erlasses zur Abänderung bestimmter Maßnahmen über den Führerschein im Zusammenhang mit der COVID-19-Krise, der die Verlängerung der Gültigkeit der provisorischen Führerscheine bis zum 30. September 2021 vorsieht;

Dass die Förderbehörde diese erneute Verlängerung dadurch erklärt, dass das Virus SARS-CoV-2 in Belgien wieder stark zirkuliert und dass man zum jetzigen Zeitpunkt mit gutem Grund davon ausgehen kann, dass die Situation am Ende dieses Jahres 2020 nicht gelöst sein wird;

Dass die Nichtverabschiedung eines Königlichen Erlasses, durch den der provisorische Führerschein verlängert wird, einerseits einen riesigen Zulauf von Leuten bei deren Gemeindeverwaltung, um Auskünfte einzuholen, und, andererseits, einen riesigen Zulauf von Leuten, die 6 Stunden Fahrunterricht absolvieren möchten, um ihre praktische Prüfung machen zu können oder einen provisorischen M12-Führerschein zu erhalten, bei den Fahrschulen nach sich ziehen wird;

In der Erwägung, dass die anderen Regionen ihre Bereitschaft signalisiert haben, sich bei Dokumenten und Fristen, die in die regionale Zuständigkeit fallen, diesem Datum anzupassen;

In Erwägung der neuen Situation einer Aussetzung der Tätigkeiten der Fahrschulen und Prüfungszentren infolge der Ministeriellen Erlasse vom 1. und 28. November 2020 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In der Erwägung, dass bei der Neueröffnung die bereits überlasteten Fahrschulen und Prüfungszentren mit einer stärkeren Nachfrage seitens der Bürger konfrontiert sein werden;

In der Erwägung, dass die Verlängerung der Gültigkeiten und Fristen vom 31. Mai 2021 auf den 30. September 2021 für die Dokumente in Verbindung mit Führerscheineprüfungen bei der Wiederaufnahme der Tätigkeiten den Prüfungszentren ermöglichen wird, das Ablegen der Prüfungen durch die Bewerber, die Inhaber dieser Dokumente sind, besser zu verteilen und somit die Anzahl Bewerber pro Tag und pro Stunde zu reduzieren, die die Prüfung ablegen müssen;

Dass zum jetzigen Zeitpunkt Grund zu der Annahme besteht, dass das Datum vom 30. September 2021 genug Zeit lässt, um sowohl auf sanitärer Ebene als auch in den Fahrschulen und Prüfungszentren zur Normalität zurückzukehren;

In der Erwägung zudem, dass es wichtig ist, sich mit den Regionen und der Föderalbehörde abzustimmen, um zu einem kohärenten Handeln in diesem Bereich auf dem gesamten Gebiet zu kommen;

In der Erwägung, dass in Artikel 2 der Verordnung (EU) 2020/698 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Mai 2020 zur Festlegung besonderer und vorübergehender Maßnahmen im Hinblick auf den COVID-19-Ausbruch hinsichtlich der Erneuerung oder Verlängerung bestimmter Bescheinigungen, Lizenzen und Genehmigungen und der Verschiebung bestimmter regelmäßiger Kontrollen und Weiterbildungen in bestimmten Bereichen des Verkehrsrechts die in Artikel 8 § 2 und 3 der Richtlinie 2003/59/EG vorgesehenen Fristen und Termine verlängert werden;

Dass auf dieser Grundlage davon ausgegangen wird, dass die zwischen dem 1. Februar 2020 und dem 31. August 2020 ablaufenden Fristen für die Absolvierung der Weiterbildungen durch die Inhaber eines Berufsbefähigungsnachweises ("CAP") um einen Zeitraum von sieben Monaten verlängert werden;

Dass eine neue dahingehende Verlängerung demnächst auch durch Verordnung vorgesehen werden dürfte;

In der Erwägung, dass die multilaterale Vereinbarung M 330 vom 9. November 2020 nach Abschnitt 1.5.1 des Europäischen Übereinkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße ("ADR") betreffend die Bescheinigungen über die Fahrzeugführerschulung gemäß Absatz 8.2.2.8.2 ADR und die Bescheinigungen für Gefahrgutbeauftragte gemäß Unterabschnitt 1.8.3.7 ADR eine Verlängerung aller Fahrzeugführerschulungsbescheinigungen für den Transport von gefährlichen Gütern, deren Geltungsdauer zwischen dem 1. März 2020 und dem 1. Februar 2021 endet, bis zum 28. Februar 2021 vorsieht;

Dass diese Verlängerung im vorliegenden Erlass gemäß dieser multilateralen Vereinbarung aufgenommen wird;

Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Gültigkeiten der Dokumente und Fristen, die nachstehend aufgeführt sind und zwischen dem 16. März 2020 einschließlich und dem 29. September 2021 einschließlich ablaufen, werden automatisch bis zum 30. September 2021 verlängert:

1° die Gültigkeit der Bescheinigung über das Bestehen der theoretischen Prüfung nach Artikel 34 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein und Artikel 8 § 1 Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B;

2° die dreijährige Frist, während deren gemäß Artikel 16 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein die in einer Fahrschule besuchten Unterrichtsstunden berücksichtigt werden;

3° die einjährige Frist, während deren gemäß Artikel 39 § 2 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein das Bestehen der Teilprüfung auf einem vom Verkehr abgegrenzten Gelände gültig bleibt;

4° die Gültigkeit der Bescheinigung über das Bestehen des Gefahrenerkennungstests nach Artikel 25 § 7 Absatz 6 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein;

5° die Gültigkeit des Befähigungsnachweises des Tests über die technische Fahrtüchtigkeit nach Artikel 25 § 6 Absatz 6 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein;

6° die dreijährige Frist, während deren gemäß Artikel 29 Absatz 4 und Artikel 36 Absatz 6 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E das Bestehen jeder der Teilprüfungen der theoretischen Grundqualifikationsprüfung und der kombinierten theoretischen Prüfung gültig bleibt;

7° die dreijährige Frist, während deren gemäß Artikel 35 § 1 Absatz 2 und Artikel 42 § 1 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E das Bestehen jeder der Teilprüfungen der praktischen Grundqualifikationsprüfung und der kombinierten praktischen Prüfung gültig bleibt;

8° die Gültigkeit der theoretischen Grundqualifikationsprüfung nach den Artikeln 32 und 39 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

9° die Praktikumsgenehmigung nach Artikel 33 § 2 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen;

10° die Bescheinigung über den Antrag auf Teilnahme während einer Sondersitzung, erstellt gemäß Anhang 3 zum Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 zur Festlegung der Muster bestimmter Dokumente, die in dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, in dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B und in dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen aufgeführt sind.

Art. 2 - Die Gültigkeit der in Artikel 4 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 2003 über die Schulung der Führer von Beförderungseinheiten zur Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme radioaktiver Stoffe genannten Schulungsbescheinigungen, die zwischen dem 1. März 2020 und dem 1. Februar 2021 endet, bleibt bis zum 28. Februar 2021 gültig.

Art. 3 - In Abweichung von Artikel 32 § 3 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein und von Artikel 27 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E darf die theoretische Prüfung mit Hilfe eines Dolmetschers später als zwei Monate nach der Einschreibung erfolgen, und dies bis zum 30. September 2021 einschließlich.

Art. 4 - Die im Unterricht eingesetzten Fahrzeuge, die seit dem 16. März 2020 die in Artikel 18 § 1 Ziffer 1 und § 2 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen festgelegten Altersgrenzen erreicht haben, dürfen bis zum 31. Dezember 2021 benutzt werden.

Art. 5 - In Abweichung von Artikel 14 § 1 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen wird die Gesamtzahl von mindestens 12 Stunden Schulung über die Gesamtheit der zwei Jahre 2020 und 2021 absolviert.

Art. 6 - In Abweichung von Artikel 21 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen darf der Fahrlehrer den theoretischen Fahrunterricht per Videokonferenz ab dem in der Genehmigung zum Betrieb einer Niederlassungseinheit genannten Raum oder jeglichem anderen Raum erteilen, für den eine spezifische Genehmigung vom Minister oder seinem Beauftragten erteilt wurde. Die Modalitäten für die Fernausbildung werden vom Minister auf der Grundlage einer Höchstanzahl von 20 Schülern pro Sitzung festgelegt.

Art. 7 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Mai 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen Wiederaufnahme der Fahrausbildung und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen Fahrausbildung wird aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Dezember 2020 wirksam.

Art. 9 - Die Ministerin für die Verkehrssicherheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Dezember 2020

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200063]

18 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 23;

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020;

Gelet op het rapport van 3 augustus 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid die wordt ingegeven door de noodzaak om de theoretische opleiding te kunnen hervatten door middel van het videoconferentiesysteem om te kunnen voldoen aan de talrijke verzoeken van de burgers en om vanaf nu te werken aan het verhelpen van de overbelasting van de schema's voor het theoretische gedeelte;

Gelet op het advies nr. 68.420/4 van de Raad van State, gegeven op 10 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 in zijn oorspronkelijke versie bepaalde dat de geldigheidsduur van de documenten en de termijnen voor de rijbewijsexamens die aflopen tussen 16 maart 2020 en 29 september 2020, beide inbegrepen, verlengd wordt tot 30 september 2020 om de houder de nodige tijd te geven om zijn stappen te ondernemen na het einde van de lockdown;

Dat het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2020 voornoemd besluit heeft gewijzigd om de verlenging van 30 september 2020 tot 31 mei 2021 te verlengen, gezien de overbelasting van de schema's in de examencentra en de rijsscholen;

Gelet op het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van bepaalde maatregelen met betrekking tot het rijbewijs in verband met de COVID-19-crisis, dat voorziet in de verlenging van de geldigheidsduur van de voorlopige rijbewijzen tot 30 september 2021;

Dat de federale overheid deze nieuwe verlenging verklaart door het feit dat het SARS-CoV-2-virus opnieuw sterk circuleert in België en dat het op dit moment zeer redelijk is om te schatten dat de situatie niet zal zijn opgelost tegen het einde van dit jaar 2020;

Dat het niet nemen van een koninklijk besluit om het voorlopig rijbewijs te verlengen, enerzijds zal leiden tot een indrukwekkende instroom van mensen die naar hun lokale administratie gaan om informatie te verkrijgen en anderzijds tot een indrukwekkende instroom in de rijsscholen van mensen die 6 uur rijlessen willen volgen om hun praktijktest te kunnen afleggen of een voorlopig M12-rijbewijs te kunnen halen;

Overwegende dat de andere Gewesten zich bereid hebben verklaard zich aan te passen aan deze datum voor documenten en termijnen die tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren;

Gelet op de nieuwe situatie van opschorting van de activiteiten van rijsscholen en examencentra als gevolg van de ministeriële besluiten van 1 en 28 november 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 28 oktober 2020;

Dat wanneer de heropening plaatsvindt, de toch al overvolle rijsscholen en testcentra te maken zullen krijgen met een grotere vraag van de burgers;

Overwegende dat de verlenging van de geldigheid en de termijnen van de documenten met betrekking tot de rijbewijsexamens van 30 mei 2021 tot 31 september 2021 de examencentra in staat zal stellen de examens van de kandidaten die houder zijn van deze documenten beter te verdelen, en dus het aantal kandidaten dat het examen per dag en per uur moet afleggen, te verminderen;

Dat er reden is om aan te nemen dat de datum van 30 september 2021 momenteel voldoende tijd biedt om de situatie weer normaal te maken, zowel op het niveau van de gezondheid als op het niveau van de rijsscholen en examencentra;

Overwegende dat het bovendien belangrijk is dat de Gewesten zich aansluiten bij de federale overheid om op dit gebied in het hele land consistentie te bereiken;

Overwegende dat in artikel 2 van Verordening (EU) 2020/698 van het Europees Parlement en de Raad van 25 mei 2020 tot vaststelling van specifieke en tijdelijke maatregelen naar aanleiding van de COVID-19-uitbraak in verband met de vernieuwing of verlenging van bepaalde certificaten, getuigschriften en vergunningen, en het uitstel van bepaalde periodieke controles en periodieke opleidingen op bepaalde gebieden van de vervoerswetgeving, de in artikel 8, leden 2 en 3, van Richtlijn 2003/59/EG vastgestelde perioden en termijnen reeds zijn verlengd;

Dat op basis hiervan de termijnen voor de voltooiing van de bij- en nascholing door houders van een bewijs van vakbekwaamheid dat tussen 1 februari 2020 en 31 augustus 2020 afloopt, geacht worden met een periode van zeven maanden te zijn verlengd;

Dat er in de nabije toekomst ook een nieuwe verlenging in die zin moet worden voorzien, bij verordening.

Overwegende dat de Multilaterale overeenkomst M330 van 9 november 2020 op grond van sectie 1.5.1 van de ADR, betreffende het vakbekwaamheidscertificaat van de bestuurders overeenkomstig 8.2.2.8.2 van de ADR en het scholingscertificaat voor veiligheidsadviseur overeenkomstig 1.8.3.7 van de ADR voorziet in een verlenging tot 28 februari 2021 van alle scholingscertificaten voor bestuurders van voertuigen die gevaarlijke goederen vervoeren en waarvan de geldigheid tussen 1 maart 2020 en 1 februari 2021 afloopt;

Dat deze verlenging in dit besluit is opgenomen in overeenstemming met deze multilaterale overeenkomst;

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De volgende geldigheidsduur van documenten en termijnen die tussen 16 maart 2020 en 29 september 2021 aflopen, worden automatisch verlengd tot en met 30 september 2021:

1° de geldigheid van het slaagattest voor het theorie-examen bedoeld in artikel 34, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en in artikel 8, § 1, 2° van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

2° de termijn van drie jaar waarin de lessen gevolgd in een rijsschool in aanmerking worden genomen overeenkomstig artikel 16, derde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

3° de termijn van één jaar waarin het slagen voor de proef op een terrein buiten het verkeer geldig blijft overeenkomstig artikel 39, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

4° de geldigheid van het slaagattest voor de risicoperceptietest, bedoeld in artikel 25, § 7, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

5° de geldigheid van het bekwaamheidsgetuigschrift voor de test over de technische rijvaardigheden, bedoeld in artikel 25, § 6, zesde lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

6° de termijn van drie jaar waarin het slagen voor elk van de onderdelen van het theorie-examen van basiskwalificatie en het gecombineerd theorie-examen geldig blijft overeenkomstig artikel 29, vierde lid, en artikel 36, zesde lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

7° de termijn van drie jaar waarin het slagen voor elk van de onderdelen van het praktijkexamen van basiskwalificatie en het gecombineerd theorie-examen geldig blijft overeenkomstig artikel 35, § 1, tweede lid, en in artikel 42, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

8° de geldigheid van het theorie-examen van basiskwalificatie bedoeld in de artikelen 32 en 39 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

9° de stagetoelating bedoeld in artikel 33, § 2, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

10° het attest betreffende de aanvraag tot deelname in een bijzondere zitting, vastgesteld overeenkomstig bijlage 3 bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de modellen van bepaalde documenten bedoeld in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, en het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van rij scholen voor motorvoertuigen.

Art. 2. De geldigheid van de opleidingsgetuigschriften bedoeld in artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 2003 betreffende de opleiding van bestuurders van transporteenheden die andere gevaarlijke goederen dan radioactieve stoffen over de weg vervoeren, die tussen 1 maart 2020 en 1 februari 2021 aflopen, blijft van toepassing tot 28 februari 2021."

Art. 3. In afwijking van artikel 32, § 3, lid 3, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van artikel 27, § 1, lid 3, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C, C + E, D, D + E en de subcategorieën C1, C1 + E, D1, D1 + E, kan het theoretisch examen met de bijstand van een tolk plaatsvinden meer dan twee maanden na de inschrijving, en dit tot en met 31 december 2020.

Art. 4. De lesvoertuigen die sinds 16 maart 2020 de leeftijdsgrens hebben bereikt die is vastgesteld in artikel 18, § 1, 1°, en 2, 1°, van het koninklijk Besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, mogen worden gebruikt tot en met 31 december 2021.

Art. 5. In afwijking van artikel 14, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen wordt in de twee jaren 2020 en 2021 in totaal ten minste 12 uur opleiding gevestigd.

Art. 6. In afwijking van artikel 21, lid 2, van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, kan de instructeur het theoretische rijonderricht per videoconferentie geven vanuit het lokaal vermeld in de exploitatievergunning van een vestigingseenheid of elk ander lokaal waarvoor een specifieke vergunning door de Minister of zijn afgevaardigde wordt afgeleverd. De modaliteiten van het afstandsonderwijs worden door de Minister bepaald volgens een maximum aantal van 20 studenten per sessie.

Art. 7. Het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2020 houdende noodmaatregelen inzake de hervatting van de rijopleiding en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake rijopleiding wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 december 2020.

Art. 9. De Minister van Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/30059]

7 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2020 portant sur des mesures de déconfinements en matière formation à la conduite pour limiter la prolifération du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois du 29 février 1984 et 18 juillet 1990;

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2020 portant sur des mesures de déconfinements en matière formation à la conduite pour limiter la prolifération du COVID-19;

Vu le test égalité des chances du 3 novembre 2020;

Vu l'avis n° 68.390/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/30059]

7 JANUARI 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 2020 houdende maatregelen inzake rijopleiding voor de versoepeling van de lockdown om de verspreiding van COVID-19 in te perken

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en van 18 juli 1990;

Gelet op artikel 1 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 2020 houdende maatregelen inzake rijopleiding voor de versoepeling van de lockdown om de verspreiding van Covid-19 in te perken;

Gelet op de gelijkkansentest van 3 november 2020;

Gelet op het advies nr. 68.390/4 van de Raad van State, gegeven op 7 december 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;